

REPORTER DZ P11 11.01.2015

Gestion intégrée des ressources en eau L'assainissement des eaux usées au centre d'un séminaire à Boumerdès

La question de l'assainissement des eaux usées a commencé à prendre, ces dernières années, dans l'actualité, une place qu'elle n'avait pas auparavant.

PAR M'HAMED REBAH

Les eaux usées, qui étaient sources de problèmes à cause des maladies à transmission hydrique (MTH) qu'elles provoquaient en se mélangeant à l'eau potable ou par leur utilisation dans l'irrigation de parcelles agricoles dans les régions qui étaient pauvres en eau, sont devenues maintenant une ressource potentielle grâce aux stations d'épuration, dont le parc a été sensiblement accru. Par le passé, les épidémies de MTH ont constitué un indicateur incontestable de l'absence de réseau d'assainissement ou de sa dégradation, en n'importe quel point du pays, en ville ou à la campagne. En effet, il était courant que les eaux usées s'infiltrèrent dans les puits ou les nappes, qu'elles soient utilisées à l'état brut, c'est-à-dire sans épuration préalable, pour l'irrigation de cultures agricoles, ou qu'elles provoquent, par « échange » entre les canalisations d'eau potable et les égouts, la fameuse cross-connexion qui créait la panique chez les gens et entraînait l'interruption de la distribution. Des stations d'épuration avaient été installées dans les années 1970. En 2003, le bilan était le suivant : 14 stations fonctionnaient bien, 4 en réhabilitation, 25 à l'arrêt pour des problèmes liés à l'exploitation et à la maintenance. Cette situation était due au fait que les stations avaient été confiées aux communes, qui n'avaient pas les moyens financiers ni le personnel requis pour leur exploitation. Côté finances, la loi



de finances de 1993 a institué une taxe au profit des communes dotées d'un réseau d'égout, portée sur la facture d'eau. Fixée, au départ, à 10% du prix hors-taxes de l'eau consommée, cette taxe de déversement à l'égout est passée à 20% et ne réussit toujours pas à couvrir les coûts d'exploitation des réseaux d'assainissement. Ce n'était pas suffisant comme mesures. C'est la création de l'Office national de l'assainissement (l'ONA) en 2001 qui a permis d'améliorer la situation. Actuellement, le recul des MTH, qui ne figurent plus dans les statistiques officielles, est la preuve des progrès faits dans ce domaine. Les eaux usées sont réutilisées, après épuration, dans l'agriculture et pour d'autres usages, en dehors de la consommation directe. En 2003, déjà, c'est-à-dire dès sa création, l'ONA a incité les agriculteurs à s'organiser en coopératives pour la réutilisation des eaux usées épurées et des boues d'épuration destinées à la fertilisation des sols, non sans

signer un cahier des charges qui définit les cultures autorisées et celles interdites pour cette pratique. Les collectivités locales peuvent réutiliser ces eaux pour l'arrosage des espaces verts. Au préalable, les industriels dont les activités rejettent leurs eaux usées dans le réseau d'assainissement doivent opérer un prétraitement de ces rejets pour en éliminer les solvants, huiles, déchets solides et autres polluants chimiques. C'est cette problématique que l'Association écologique de Boumerdès a choisi d'aborder en organisant un séminaire intitulé « L'assainissement dans la gestion intégrée des ressources en eau », qui aura lieu les 13 et 14 janvier à la maison de la culture Rachid-Mimouni, à Boumerdès, à partir de 9h30. Des communications seront présentées par des spécialistes de l'ONA, de l'Agence de la gestion intégrée des ressources en eau (Agire), de l'agence du bassin hydraulique Soummam ainsi que des chercheurs et des experts. ■

POUR COMBATTRE LE GASPILLAGE DE L'EAU

L'augmentation des tarifs proposée à Souk Ahras

L'université de Souk Ahras en collaboration avec la direction des ressources en eau (DRE) a organisé, jeudi, une journée d'étude sur les outils de financement des services de l'eau et de l'assainissement en Algérie. Les conférenciers qui ont abordé le thème sous différents angles, ont tous mis en relief l'importance de cette ressource et l'indispensable rationalisation de sa gestion. Il en est ainsi de l'allocution de Abibsi Nadjet et Debabache.M de l'université de Biskra qui ont mis en exergue la nécessité de la réduction de l'arrosage des espaces verts par la réutilisation des eaux usées épurées par des filtres plantes (ou phyto-épuration) au lieu de recourir aux citernes d'eau potable de la municipalité de Biskra. Une mesure avérée onéreuse, selon les mêmes intervenants. Le même principe est conforté par Tazdait Arezki, Ferhati Ahmed et Bouzid-Lagha Souad de l'université de Bab Ezzouar qui reconnaissent à travers leurs allocutions, les avantages de la

réutilisation des eaux usées au lieu des ressources conventionnelles. La récupération des eaux pluviales, un autre chapitre proposé au débat lors de cette journée d'étude, est une option incontournable aux fins d'optimiser l'utilisation des eaux naturelles et prévoir les capacités réelles d'une région semi-aride qu'est le Maghreb, avec une pluviométrie irrégulière. C'est pour cela, estiment les autres intervenants, que toutes les opportunités de renforcement des moyens de récupération de l'eau pluviale, les méthodes classiques incluses. Le coût de la facture de l'eau et le système tarifaire ont été détaillés par des étudiants qui y voient un moyen «d'inciter les usagers à plus d'économie dans leur consommation et d'éviter les gaspillages». Une approche reproduite par d'autres participants à cette rencontre avec, en plus, des constats sur les opérations de réhabilitation des réseaux d'alimentation en eau potables et les dépenses liées à l'installation et à l'entretien

des autres ouvrages. Les eaux souterraines sont pour les populations des régions frontalières, une aubaine qui nécessite un investissement. Il est expliqué, à titre illustratif, à travers l'intervention de Rouaibia Farid de l'université d'Annaba, que plus de 35.000 personnes vivant le long de la bande frontalière, en l'occurrence ceux de la daïra de Heddada dans la wilaya de Souk Ahras, sont alimentées en eau potable depuis des nappes souterraines. L'équilibre entre charges et recettes y est également expliqué avec force détails et des chiffres indiquant les moyens déployés pour venir en aide de ces populations qui ont besoin de ressources viables. Cette journée d'étude a été couronnée par la signature de plusieurs conventions de coopérations entre l'université de Souk Ahras et la DRE, l'algérienne des eaux (ADE), l'office national de l'assainissement (ONA) et d'autres structures concernées par la gestion des ressources hydriques.

A. Djafri

EL watan P11 11.01.2015

DES PROJETS POUR LE SECTEUR DE L'HYDRAULIQUE

La wilaya d'Oum El Bouaghi compte parmi les régions qui souffrent du manque d'eau, tant pour la consommation domestique que pour l'irrigation. Pas moins de sept retenues collinaires ont vu le jour, tant à l'est qu'à l'ouest de la wilaya. Meskiana, Rehia, F'kirina, Aïn Fakroun, pour ne citer que ces communes, disposent chacune d'une retenue collinaire destinée principalement à l'irrigation. Mais, le plus important demeure le barrage d'Ourkis, situé dans la commune d'Aïn Fakroun, un ouvrage ambitieux et prompt à résoudre moult problèmes. Ce barrage sera alimenté à partir du transfert hydraulique du grand barrage de Beni Haroun dans la wilaya de Mila. Outre le fait qu'Ourkis approvisionnera en eau cinq daïras, il servira à l'irrigation de plusieurs centaines d'hectares. Dans un proche avenir, l'agence des barrages lancera un autre ouvrage à Meskiana, toujours pour servir l'agriculture et par là même offrir des débouchés aux jeunes fellahs. Dans un autre registre, aussi bien Aïn M'lila, qu'Oum El Bouaghi et Aïn Beida ont bénéficié de projets de stations d'épuration d'eau. Celle d'Aïn Beida, lancée en 2007, n'a pas encore été livrée.

L. B.

100 مليار سنتيم لإعادة بعث عجلة التنمية بخميس الخشنة

أولاد غالية، أولاد العربي، قرية 17 جوان وحي الشباشب، كاشفا من جهة أخرى، عن مشروع مستشفى في الأفق بمنطقة أولاد سالم .

وأرجع المسؤول الأول على البلدية تأخر تسليم بعض المشاريع كتهيئة محطة نقل المسافرين، لعدم التزام المقاولين بمدة الإنجاز، حيث لم يخف توقف عجلة التنمية في وقت سابق، إلا أنه أكد أن مصالحه اتخذت كافة الإجراءات اللازمة لإعادة بعث تلك المشاريع وتسريع وتيرة الانجاز، مبرزا أنه مع نهاية السنة الحالية تكون مصالحه قد انتهت من تغطية كافة المناطق بقنوات صرف المياه.

■ رضا ملاح

ينتظر أن تستفيد حوالي 20 ألف نسمة ببلدية خميس الخشنة، موزعة على أربعة أحياء من عدة مشاريع هامة، أهمها التزود بشبكة الغاز الطبيعي خلال السنة الجارية، في وقت خصصت البلدية ما قيمته 100 مليار سنتيم لإعادة بعث التنمية بعدة قرى وأحياء.

وبحسب ما كشفه رئيس المجلس الشعبي البلدي لخميس الخشنة، خالد مخلوف، أمس لـ"الشروق" فإن مصالحه قد خصصت مبلغا مليا قدره 100 مليار سنتيم لإنجاز عديد المشاريع وإعادة بعث أخرى كانت متوقفة، أهمها ربط حوالي 20 ألف نسمة بغاز المدينة، حيث سيمس المشروع مبدئيا الجهة الشرقية من البلدية، أي حي

برج بوعريريج

سد عين زادة يمتلئ بنسبة 65 في المائة

امتلا سد عين زادة ببلدية عين تاغروت، (40 كلم شرق برج بوعريريج)، بنسبة 65 في المائة حسب ما علم أمس، من مدير الموارد المائية بالولاية السيد عبد العالي غدير.

وأوضح ذات المسؤول أن الأمطار والثلوج التي تساقطت على المنطقة مؤخرا ساعدت على زيادة حجم المياه المخزنة بهذا السد الذي يحتجز حاليا 70 مليون متر مكعب من المياه، أي بزيادة تقدر بـ35 في المائة مقارنة بما كانت عليه قبل شهر. ومن شأن هذه الكمية المخزنة من المياه أن تعزز من تموين سكان هذه الولاية بمياه الشرب خلال فصل الصيف المقبل، وفقا لما أفاد المتحدث الذي توقع أن حجم المياه سيزداد بعد ذوبان الثلوج من المرتفعات وقمم الجبال.

وأشار نفس المصدر كذلك إلى أن إعادة تأهيل القناة الرئيسية التي تمون مدينة برج بوعريريج انطلاقا من سد عين زادة، مكنت من القضاء على مشكل تسرب المياه الذي كان مطروحا في السنوات الماضية، وبالتالي توفير كميات هامة من المياه.

للتذكير فإن طاقة التخزين الإجمالية لسد عين زادة الذي يمون أجزاء كبيرة من ولايتي برج بوعريريج وسطيف تصل إلى 125 مليون متر مكعب. (و.أ.ج)